



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIVIGNON

Le Bourg
71120 Vendenesse-lès-Charolles

Références : AC/MV/2024/C_082
Code AIOT : 0005400629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SIVIGNON implanté Les Pigeons 71120 Vendenesse-lès-Charolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un riverain a transmis une plainte envers cette carrière en raison de nuisances sonores, de la poussière qui serait générée et de l'impact visuel de la carrière dans une phase de rapprochement (relatif) des surfaces exploitées par rapport à son lieu d'habitation. La visite s'inscrit dans ce contexte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVIGNON
- Les Pigeons 71120 Vendenesse-lès-Charolles
- Code AIOT : 0005400629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive et ses installations de traitement, autorisée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2014 pour une durée de 30 ans.

Thèmes de l'inspection : plan et phasage d'exploitation, géométrie des fronts, poussières, bruit, vibrations, tirs de mine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Demande d'action corrective	2 mois
10	Périodes autorisées des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Mesures de vibrations	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Période de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.1.4	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.4.1	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 1.5	Sans objet
4	Extraction en gradins	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5.1	Sans objet
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.5.1	Sans objet
6	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
7	Suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
9	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, la carrière est exploitée conformément au phasage prévu et selon un niveau de production moyen.

Sur les thématiques contrôlées, l'inspection n'a pas relevé de manquements majeurs.

Les non-conformités mineures relevées portent principalement sur l'absence de bilans annuels de mesures des retombées de poussières et un non-respect ponctuel de la fréquence et des horaires de tirs autorisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Période de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Période de fonctionnement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h à 18h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : Les horaires d'ouverture de la carrière affichés à l'entrée du site sont du lundi au jeudi de 07h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 07h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30. Ces périodes d'ouvertures concernent principalement l'accès des poids lourds au chargement des matériaux. Selon l'exploitant les horaires de fonctionnement des installations et des engins d'exploitation est sensiblement le même que ceux affichés à l'entrée de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira une note de service à destination du personnel précisant les jours et heures autorisés pour le fonctionnement des installations et des engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,• les bords de la fouille,• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• le positionnement et les hauteurs des fronts,• les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 10 janvier 2024 par un géomètre-expert à l'échelle 1/1000. Il contient toutes les informations requises.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 3 : Périmètre d'éloignement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bords supérieurs des fronts d'abattage se situent à au moins 10 mètres des limites autorisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Extraction en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction en gradins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Leur nombre est limité à trois.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes dont la largeur minimale est de 5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les surfaces en cours d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur maximale des gradins est de 13 mètres, - l'extraction est réalisée sur deux gradins, - les banquettes ont une largeur d'au moins 5 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Phasage

<

1	Fin 2014	19 500	360 000
2	Fin 2019	16 000	360 000
3	Fin 2024	16 000	360 000

L'exploitation de la phase « n+2 » ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase « n » sont achevés.

Constats :
L'exploitation se déroule conformément aux plans de phasage prévus et se situe en fin de phase 2. Elle se développe dans le secteur est de l'emprise en direction du nord.
La phase 1 est en cours de remise en état final (au niveau des fronts résiduels en cours de remblayage) dont un secteur en pointe sud a été définitivement remis en état sous forme de prairie restituée à l'exploitant agricole (surface plane).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira un bilan d'extraction brut (hors couche superficielle de découverte) pour les deux premières phases (en tonnes et m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats : L'exploitant effectue les mesures de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement depuis 2019. Le plan de surveillance, qui date du début des mesures, est composé de : - une station de mesure témoin au nord du site (type a), - une station de mesure en limite d'emprise au nord (type c),</p>

<p>- trois stations de mesure à proximité des premières habitations au sud, au nord-est et au sud-ouest (type b).</p> <p>La rose des vents enregistre historiquement des vents dominants de secteurs nord, sud et ouest.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi des retombées atmosphériques totales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques totales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est mesuré par l'intermédiaire de jauges de retombées selon la norme NF X 43-014.</p> <p>Les mesures qui portent sur les retombées totales sont réalisées par le laboratoire ITGA accrédité COFRAC pour les mesures de poussières.</p> <p>Les résultats en moyennes annuelles concernant les jauges de type (b) depuis 2020 s'étendent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jauge n°1 (entrée carrière au sud-ouest) : de 95 à 194 mg/m²/jour, - jauge n°2 (maison brunet au sud) : 43 à 78 mg/m²/jour, - jauge n°3 (habitation st Brancher au nord-est) : 53 à 86 mg/m²/jour. <p>Tous les résultats de mesures sont inférieurs à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour les trois jauges de type (b) depuis 2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi des retombées atmosphériques totales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel de mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>

Constats : Non-conformité : l'exploitant n'établit pas de bilans annuels des mesures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Chaque année, l'exploitant doit établir un bilan des mesures sur la base des rapports de résultats du laboratoire à mettre en corrélation avec notamment le niveau d'activité de la carrière (extraction et traitement), les surfaces en cours d'exploitation, les périodes de mesures afin de conclure en particulier sur la nécessité ou pas d'adapter le plan de surveillance et les périodes de mesures. Ce bilan pourra être formalisé dans le cadre de la déclaration annuelle sous GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent de zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : La dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée en février 2024 par le bureau d'études Sciences Environnement. Actuellement les fronts de taille en exploitation se situent au centre de la carrière en bordure est de l'emprise autorisée. L'exploitation avance en direction du nord en se rapprochant des premières habitations au nord relativement éloignées (environ 500 mètres actuellement). Les mesures ont été réalisées conformément au plan de localisation des points de mesures de bruits annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation, en limite d'emprise et en émergence. Les résultats des dernières mesures sont conformes en limite d'emprise et en zone à émergence réglementée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En fonction de l'avancement des surfaces en exploitation vers le nord, l'exploitant étudiera la nécessité d'effectuer une prochaine campagne de mesures de bruits avant la prochaine échéance en février 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Périodes autorisées des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Périodes autorisées des tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi de 10h à 13h et de 14h à 16h. La fréquence maximale autorisée est d'un tir par mois.
Constats : Suite aux derniers tirs effectués en 2022 et 2023, l'inspection relève que deux tirs ont été réalisés 10 et 20 minutes avant 14h00. Par ailleurs en 2022, deux tirs ont été réalisés sur le même mois d'avril. Non-conformités : - 2 tirs réalisés en 2023 hors créneaux horaires autorisés, - 2 tirs réalisés en avril 2022 au lieu d'un seul.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Mesures de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de vibrations
Prescription contrôlée : Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique de tirs comportant notamment tous les résultats des mesures de vibrations. Les vibrations sont mesurées à l'occasion de chaque tir de mine au niveau des premières habitations situées au sud et sud-ouest de l'emprise. Tous les résultats de vibrations sont inférieurs à la limite autorisée de 5 mm/s.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du sens d'avancement de l'exploitation en direction du nord, l'exploitant mettra en place un nouveau point de mesure systématique des vibrations au niveau des premières habitations au nord de la carrière. Ce point pourra se substituer au point de mesure situé au sud-ouest de l'emprise (maison BERLAND) dans la mesure où les vibrations des derniers tirs en 2023 ne déclenchent pas le sismographe. L'exploitant transmettra à l'inspection un plan de localisation des points de mesures des vibrations.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois